

Le Bangladesh entre crise politique et montée de l'islamisme

Par **Charza Shahabuddin**

Charza Shahabuddin, politiste, est postdoctorante au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po pour le ReligiS Lab.

Le mouvement étudiant de l'été 2024 a cristallisé l'opposition de la population à un régime d'autorité, de répression et d'inefficacité économique. Le gouvernement intérimaire n'a entrepris ni les réformes structurelles attendues, ni une véritable rupture avec la logique de vendetta politique qui façonne le pays depuis l'indépendance, laissant ainsi le champ libre aux organisations islamistes pour promouvoir leur propre agenda politique.

politique étrangère

Le mouvement « Students Against Discrimination », à l'origine des manifestations de l'été 2024, a cristallisé le mécontentement d'une jeunesse confrontée à la réinstauration d'un quota controversé pour les descendants des *muktijoddhas* (les « combattants pour la liberté » de la guerre d'indépendance de 1971), après quinze années de dérive autoritaire de la Première ministre Sheikh Hasina. Depuis les élections de décembre 2008, la Ligue Awami a consolidé son pouvoir en brouillant les frontières entre État et parti, avec des scrutins manipulés, des arrestations arbitraires et la répression des oppositions politiques. La contestation étudiante s'est rapidement transformée en un mouvement national dénonçant la brutalité des forces de l'ordre et les coupures internet imposées par le gouvernement. Mais ce sont surtout des décennies de corruption, d'instabilités et d'inégalités économiques qui ont précipité la chute de Sheikh Hasina, jusqu'à sa fuite vers l'Inde le 5 août 2024.

La nouvelle séquence politique a permis à plusieurs groupes islamistes, historiquement marginalisés, de consolider leur influence. La Jamaat-e-Islami et sa branche étudiante – Bangladesh Islami Chhatra Shibir (ICS) – ont su tirer parti de la diabolisation et de la répression subies sous le

régime de Sheikh Hasina. Nombre de ses militants ont tout simplement infiltré la Ligue Awami afin de continuer leurs activités politiques. Appuyés sur des réseaux éducatifs et financiers solidement établis, ils ont exploité la crise pour présenter la Jamaat comme un acteur démocratique capable de diriger le pays, tout en promouvant un révisionnisme mémoriel. Cette ascension de l'islam politique n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dans la continuité des alliances et concessions de la Ligue Awami au fil des ans. Aujourd'hui, sous le gouvernement intérimaire, les attaques contre les droits des femmes, les symboles non islamiques, les populations *adivasis* – les premiers habitants – ainsi que contre la culture artistique et musicale sont ouvertes et assumées.

Parallèlement, le gouvernement intérimaire de Muhammad Yunus est confronté à des défis économiques, humanitaires et géopolitiques majeurs. À l'instabilité financière, au chômage des jeunes et à la fragilité bancaire s'ajoutent la gestion du camp de réfugiés rohingyas et les pressions régionales, notamment la polarisation avec l'Inde et le risque de rapprochement avec la Chine et le Pakistan. Les prises de position ambiguës du gouvernement Yunus à l'intérieur, les libérations de cadres islamistes violents et les tensions transfrontalières illustrent la complexité de la transition.

« Students Against Discrimination » et la chute de la Ligue Awami

Le mouvement de contestation mené par la plateforme « Students Against Discrimination¹ » a débuté en juin 2024, après la décision de la Cour suprême de rétablir un quota réservant 30 % des postes de la fonction publique aux descendants des combattants de la guerre de libération, les *muktijoddhas*. Au lendemain de l'indépendance, le gouvernement de la Ligue Awami, dirigé par Sheikh Mujibur Rahman, avait instauré ce système pour honorer les sacrifices des *muktijoddhas* et garantir la loyauté de ses fonctionnaires dans la construction du nouvel État-nation. Le dispositif avait été progressivement modifié et la liste des bénéficiaires a, à maintes reprises, fait l'objet de manipulations et de fraudes. En 2018, le quota avait été annulé par un décret du gouvernement de Sheikh Hasina, à la suite d'un vaste mouvement qui avait mobilisé la jeunesse à l'échelle nationale. Le revirement de la Cour rétablissant le système des quotas a aggravé la frustration des étudiants, sur fond de crise politique et institutionnelle.

Au pouvoir sans discontinuité depuis sa victoire de décembre 2008, la Ligue Awami a progressivement instauré un régime autoritaire brouillant

1. « Students Against Discrimination » a formé un comité de coordination de 158 membres.

les frontières entre État, parti, Premier ministre et gouvernement. La contestation du système des quotas a donc cristallisé un mécontentement plus large. Trois scrutins législatifs truqués (2014, 2018 et 2024), des arrestations arbitraires et des disparitions forcées, l'absence d'opposition effective ainsi qu'une corruption institutionnalisée ont accentué un sentiment de vide politique et de dérive autoritaire du régime. En toile de fond du mouvement s'exprimait également une frustration généralisée face au manque de débouchés professionnels et de perspectives économiques – la majeure partie des étudiants, issus de milieux populaires et de la classe moyenne, ayant du mal à accéder à un emploi stable après l'université. Une décennie de croissance soutenue (autour de 7 % annuels) a certes favorisé l'émergence d'une nouvelle classe de travailleuses du textile mais elle a aussi révélé, pendant la pandémie, la dépendance du Bangladesh envers le secteur textile. Surtout, la dynamique économique n'a pas été accompagnée d'investissements suffisants pour l'éducation, les infrastructures universitaires et la création de perspectives d'emploi qualifié.

Le mouvement étudiant se transforme en mobilisation nationale

La chute du régime a été précipitée par une répression qui a transformé le mouvement étudiant en mobilisation nationale. Après l'annulation du décret par la Cour, les étudiants sont descendus pacifiquement dans la rue, mais la réaction de Sheikh Hasina – les qualifiant de *razakars* (traîtres) – a décuplé leur colère. La mobilisation a alors pris une ampleur inédite². Le gouvernement a choisi le durcissement : couvre-feux, restrictions d'internet et ordres donnés à la police de tirer à vue, y compris pour de simples violations du couvre-feu. Face à l'escalade, les neuf revendications initiales³ se sont condensées en une seule : le départ de Sheikh Hasina. La réponse autoritaire a illustré la logique répressive du régime ces quinze dernières années, où toute dissidence était systématiquement étouffée⁴. Des citoyens ordinaires ont alors rejoint la contestation, indignés par les violences policières, les raids incessants et les arrestations illégales visant des étudiants pacifiques et désarmés.

La technologie et les réseaux sociaux ont joué un rôle central, permettant à sept millions de Bangladeshis expatriés de suivre les manifestations

2. « Sheikh Hasina: A Critical Misstep and the End of 15 Years of Ruling Bangladesh », *Al Jazeera*, 5 août 2024, disponible sur : www.aljazeera.com (consulté le 7 octobre 2024).

3. « Curfew Imposed, 9-Points Demands Announced », *Prothom Alo*, 19 juillet 2025, disponible sur : <https://en.prothomalo.com>.

4. « After the Moonsoon Revolution: A Roadmap to Lasting Security Sector Reform in Bangladesh », Human Rights Watch, 27 janvier 2025, disponible sur : www.hrw.org.

et d'amplifier le mouvement jusqu'à en faire un soulèvement national. La tentative du gouvernement d'étouffer la mobilisation par une coupure internet a pu interrompre un temps les communications entre manifestants, mais elle a aussi attisé la colère et renforcé l'image autoritaire du régime. Les manifestants ont su s'adapter, recourant à des VPN, aux communications par satellites et à des solidarités locales pour maintenir leur coordination.

Après le départ de la Ligue Awami, le nouveau gouverneur de la Banque centrale du Bangladesh estimait, en décembre 2024, qu'environ 17 milliards de dollars avaient été détournés du système financier au cours des quinze dernières années. Des responsables gouvernementaux et certains dirigeants des plus grandes entreprises du pays ont usé de prêts et de sociétés fictifs pour transférer illégalement des fonds à l'étranger, créant des dommages irréparables pour l'économie du pays et les ménages les plus démunis⁵.

Une situation inédite : l'exclusion de la Ligue Awami du paysage politique

Pour la première fois en seize ans, la Ligue Awami est exclue du processus électoral, ce qui profite au Parti nationaliste du Bangladesh (BNP). Ses cadres ont déjà investi les postes de commandement restés vacants. Le National Citizen Party, créé en février 2025 par des leaders du mouvement anti-discrimination et certains anciens membres du gouvernement intérimaire, se présente comme centriste, ni séculariste ni théologique. Cependant, pour s'attirer les faveurs des islamistes, certains leaders étudiants ont revendiqué la primauté de leur identité religieuse sur leur identité nationale, à l'instar de Hasnat Abdullah, figure médiatique de la révolte⁶. De plus, les principaux fondateurs du nouveau parti sont accusés d'avoir accepté des pots-de-vin⁷ par d'anciens coordinateurs du programme – comme Umama Fatema, ancienne secrétaire de la section de l'université de Dacca de la Fédération des étudiants durant les manifestations de juillet. Muhammad Yunus a fixé les élections législatives à février 2026 mais l'incertitude demeure : une nouvelle génération d'électeurs devra voter, la diaspora ne pourra le faire depuis l'étranger et le retour annoncé de Tarique Rahman, président par intérim du BNP, pourrait redistribuer les cartes.

5. A. Travelli et S. Walid, « How a Country's Economy Was Siphoned Dry », *The New York Times*, 4 décembre 2024.

6. « Nothing Against Religious Values Will Have a Place in our Politics », *Dhaka Tribune*, 1^{er} mars 2025, disponible sur : www.dhakatribune.com.

7. « July Being Used as a Money-making Machine: Umama », *The Daily Star*, 29 juillet 2025, disponible sur : www.thedailystar.net.

Plus urgent que les prochaines élections : le retour à l'ordre public. La situation sécuritaire depuis la chute du régime est catastrophique. Criminalité et lynchages se multiplient devant des forces de l'ordre démoralisées et partiales. Le gouvernement intérimaire a procédé à des vagues massives d'arrestations ciblant principalement les partisans de la Ligue Awami – plus de 300 000 personnes accusées et 27 exécutions extrajudiciaires recensées en onze mois⁸. Privé de justice indépendante, le Bangladesh traverse une période de répression généralisée où sont ciblés journalistes, militants et personnalités associées à l'ancien régime, alors que les violences sexuelles, extorsions et meurtres se banalisent. Le retrait de la Ligue Awami du pouvoir n'a pas produit l'apaisement, mais un simple changement de cibles. L'ICS, branche étudiante du Jamaat qui a joué un rôle central dans la mobilisation et l'orchestration du mouvement ayant conduit à la chute de Sheikh Hasina, apparaît aujourd'hui comme très organisé et se positionne en grand vainqueur de cette période de crise politique, économique et institutionnelle.

Une révolution confisquée par les forces islamistes

Le Bangladesh a un lourd passif de violences sur les campus, impliquant notamment les branches étudiantes armées de la Jamaat (ICS) et du BNP (Bangladesh Jatiotabadi Chatradal, le JCD), accusées d'exactions entre 2001 et 2006. La période a également été marquée par des attaques djihadistes, dont certains groupes auraient été hébergés par la Jamaat et le BNP entre 2004 et 2005. La Ligue Awami a aussi activement participé à la répression. Entre 1971 et 1975, Sheikh Mujibur Rahman a consolidé son pouvoir en réprimant systématiquement les partis et mouvements de gauche, en particulier les communistes. Pour ce faire, il a créé le Jatiya Rakkhi Bahini, force paramilitaire officiellement chargée de la sécurité nationale mais largement utilisée pour intimider, arrêter et éliminer les opposants politiques et militants étudiants. Des groupes armés de gauche ont tenté de contester l'autorité, d'où des répressions violentes, avec des exécutions extrajudiciaires et violations des droits de l'homme. Les organisations de gauche continuent de pâtir de ces pertes et souffrent d'un problème de structuration hérité de décennies de répression, y compris sous les dictatures militaires du BNP et du Parti Jatiya.

Durant les deux derniers mandats de Sheikh Hasina, la répression s'est poursuivie sous d'autres formes, suscitant de vives polémiques. Son aile

8. W. Noor, « Bangladesh Revolution is At a Crossroads. Open Elections are the Best Way Forward », Atlantic Council, 4 août 2025. Il faudra attendre les rapports des organisations non gouvernementales locales et internationales pour avoir les chiffres exacts, ainsi que les détails (motifs et profils) des arrestations.

étudiante, la Ligue Chhatra, a écrasé toute opposition et des scandales ont éclaté autour de cas de torture et de détentions arbitraires : révélation de l'existence de prisons secrètes comme Aynaghor⁹, détention de l'avocat des droits de l'homme Adilur Rahman¹⁰, de la journaliste Rozina Islam, du photographe Shahidul Alam¹¹. Le souvenir d'Abrar Fahad, étudiant de deuxième année à l'université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh, torturé à mort par des membres de la Ligue Chhatra pour avoir critiqué sur Facebook le gouvernement sur un accord de partage des eaux avec l'Inde, reste profondément vivace.

La violence imputée à la Ligue Awami contribue à banaliser et normaliser la Jamaat-e-Islami, principal parti islamiste du Bangladesh, en dépit de son implication dans les crimes de guerre de 1971. Historiquement accusée et parfois condamnée¹² pour sa collaboration avec l'armée pakistanaise durant la guerre d'indépendance, la

Une stratégie islamiste de révision mémorielle

Jamaat cherche à regagner du terrain en multipliant les déclarations ambiguës minimisant son rôle dans les massacres et violences de masse¹³. Son chef Shafiqur Rahman s'appuie sur une stratégie de révision mémorielle : il affirme que, puisque les militants de la Jamaat ont participé à la révolte de l'été 2024, ils auraient « expié leurs fautes » – reconnaissant ainsi une culpabilité tout en la relativisant¹⁴.

Depuis l'été 2024, la Jamaat capitalise sur l'effondrement de l'ancien régime pour redorer son image, se justifiant ainsi d'avoir expié ses fautes en ayant participé aux manifestations de l'été 2024 pour soutenir la restauration de la démocratie¹⁵, en revendiquant des réformes constitutionnelles présentées comme démocratiques et en déployant sa branche

9. « Secret Prisoners of Dhaka », *Netra News*, 14 août 2022, disponible sur : <https://netra.news>.

10. « Bangladesh : la répression des défenseurs des droits humains doit cesser », Fédération internationale pour les droits humains, 10 août 2023, disponible sur : www.fidh.org.

11. « Bangladesh : après Rozina Islam, d'autres journalistes attendent la fin de leur calvaire judiciaire », Reporters sans frontières, 21 août 2024, disponible sur : <https://rsf.org>.

12. Depuis la création du Tribunal international du Bangladesh – qui n'a d'international que le nom – (promesse de campagne de la Ligue Awami en 2009), plusieurs dirigeants de la Jamaat-e-Islami ont été condamnés, dont Abdul Quader Molla, Delwar Hossain Sayeedi, Motiur Rahman Nizami, Mir Quasem Ali, Ali Ahsan Mohammad Mujahid, K. M. Aminul Haque et Md. Shakhawat Hossain, pour leur rôle dans les crimes de guerre de 1971.

13. Le Bangladesh est un jeune État-nation, né en 1971 après neuf mois d'une sanglante guerre de libération, qui a fait entre 1 et 3 millions de morts et de 200 000 à 400 000 femmes violées. Ces crimes ont été commis par l'armée pakistanaise avec le soutien des milices de la Jamaat-e-Islami, dont la connaissance des territoires bengalis a facilité le massacre systématique d'hindous et d'intellectuels, y compris musulmans. L'absence de couverture médiatique durant les premières semaines de la guerre a alimenté les débats sur le nombre exact de victimes : le 3 janvier 1972, la *Pravda* annonçait 3 millions de morts, chiffre confirmé par Sheikh Mujibur Rahman dans une interview à la BBC du 8 janvier 1972.

14. T. Ahmed et R. Hasan, « Will Apologise if 71 Crimes are Proven Beyond Doubt: Shafiqur », *The Daily Star*, 22 octobre 2024, disponible sur : www.thedailystar.net.

15. « Jamaat Slams Adviser Mahfuj's 1971 War Crimes Remarks as Baseless », *Dhaka Tribune*, 13 mars 2025, disponible sur : www.dhakatribune.com.

étudiante, l'ICS, dans des actions symboliques. En juillet 2025, l'ICS a organisé une exposition assimilant certains leaders politiques de la Jamaat responsables de crimes de guerre en 1971 à des héros de la contestation contre le régime autoritaire. L'objectif est ici de brouiller les frontières entre bourreaux et résistants de 1971, en établissant un parallèle avec la révolte de 2024 – un récit destiné notamment aux nouvelles générations, dont une partie, marquée par des décennies de répression de la liberté d'expression, se montre désormais peu soucieuse d'exactitude historique. Cette relecture du passé s'accompagne d'attaques ciblées contre la mémoire nationale : incendie de la maison-musée où fut assassiné Sheikh Mujibur Rahman, vandalisation de la maison de Rabindranath Tagore, violences contre d'anciens combattants de 1971... Au point qu'en novembre 2025, sous la pression islamiste, le gouvernement intérimaire annule le recrutement de professeurs de musique et de sport.

Au cours des trente dernières années, l'ICS, organisation structurée et disciplinée, a consolidé son implantation politique *via* un dense réseau d'institutions financières, éducatives et sociales – banques islamiques, compagnies d'assurances, organisations non gouvernementales, établissements scolaires... –, constituant un véritable État parallèle. Ces structures permettent de mobiliser d'importantes ressources et d'exercer une influence normative croissante, en particulier à travers des *madrasas* modernisées. Tout en affichant leur ouverture – écoles pour filles, discours pro-libération, respect apparent des minorités –, elles diffusent un discours identitaire rigide : rejet du sécularisme, marginalisation des femmes, hostilité envers les minorités sexuelles et religieuses... Un discours renforcé par des financements extérieurs, notamment en provenance du Golfe.

Cette stratégie politique et symbolique s'est concrétisée dans le cadre des élections étudiantes. En dépit de nombreuses irrégularités lors du scrutin – distribution de tracts malgré le couvre-feu, absence de zones de sécurité clairement définies –, l'ICS a remporté une victoire éclatante au syndicat central des étudiants de l'université de Dacca, avec un taux de participation supérieur à 70 %. Au-delà des soupçons de trucage, ce succès repose sur une organisation précoce, sur un travail de proximité visant les étudiantes et les non-résidents, ainsi que sur les discours simples et symboliques des leaders de la Jamaat présents en juillet. Les accusations de trucage et de complications concernent aussi d'autres élections universitaires, comme celles de l'université de Jahangirnagar¹⁶.

16. « Allegations of Irregularities Marks Jucsu Polls », *The Daily Star*, 11 septembre 2025, disponible sur : www.thedailystar.net.

À l'inverse, le JCD, les alliances de gauche et les candidats indépendants, affaiblis par des retards, des divisions internes et un langage excessivement politisé, n'ont pas réussi à mobiliser les étudiants. Cette défaillance tient en grande part à leur incapacité à se structurer au cours des quinze dernières années, en raison de la répression, alors que l'ICS a su habilement s'infiltrer dans les sphères décisionnelles étudiantes. La défiance persistante envers les pratiques violentes de la Ligue Chhatra a par ailleurs favorisé l'ICS, perçu comme une alternative crédible¹⁷. Le scrutin met ainsi en évidence qu'à Dacca, organisation, communication et perception priment désormais sur les slogans politiques traditionnels et des idéologies affaiblies.

La chute du gouvernement de Hasina a libéré un espace politique où d'autres mouvances radicales islamistes peuvent s'exprimer. Le Hefazat-e-Islam¹⁸, appuyé par d'autres groupuscules extrémistes, a orchestré dès 2025 des campagnes de destructions d'œuvres d'art, actes salués par des groupes djihadistes comme une victoire symbolique de l'islam sur l'« idolâtrie ». Le Hizb ut-Tahrir, organisation bannie depuis 2009 mais très implantée dans certains milieux urbains et universitaires, a profité de cette permissivité pour défiler dans Dacca le 7 mars 2025. Ses affiches et tracts, diffusés massivement dans les quartiers étudiants, rappellent son objectif central : l'instauration d'un califat islamique. Son opération de communication, la « Marche pour le califat », illustre la capacité persistante du groupe à séduire une jeunesse urbaine en quête de repères idéologiques.

Concrètement, la situation actuelle au Bangladesh éclaire des enjeux cruciaux : droits des femmes et à la mixité hommes-femmes, marginalisation ou destruction des symboles religieux non islamiques, des œuvres d'art, censure des poésies et interprétations soufies jugées trop ouvertes... Elle témoigne également d'une volonté de promouvoir la vision islamique dominante dans les sphères éducatives et culturelles, avec une érosion progressive du principe de sécularisme et l'objectif implicite d'aller graduellement à l'instauration d'une république islamique.

17. B. Ahamed, « Reasons Behind Shibir's Unprecedented Victory », *Prothom Alo*, 11 septembre 2025, disponible sur : <https://en.prothomalo.com>.

18. Cette organisation rassemble des milliers d'enseignants et d'étudiants de *qawmi madrasas*, écoles coraniques dont le programme n'est pas encadré par l'État. Le Hefazat a obtenu d'importantes concessions du gouvernement de Sheikh Hasina : retrait de poèmes et textes d'auteurs hindous des manuels scolaires du primaire, reconnaissance officielle des diplômes de ces *madrasas* comme équivalents à ceux de l'enseignement général.

Un gouvernement intérimaire en échec : l'absence de réformes structurelles

Depuis 2022, l'économie bangladaisienne traverse une période de profonde fragilité. L'inflation a culminé à 11,7 % à l'été 2024, avant de redescendre à 9,3 % début 2025, un niveau toujours très supérieur aux objectifs fixés par la Banque centrale¹⁹. La flambée des prix résulte à la fois de facteurs externes – guerre d'Ukraine, perturbations post-Covid-19, dépréciation monétaire – et de faiblesses structurelles : marchés faiblement concurrentiels, dépendance des importations, corruption endémique. Les ménages les plus précaires sont les plus affectés : près d'un Bangladais sur cinq vit sous le seuil de pauvreté national et trois sur dix selon les standards internationaux des pays à revenu intermédiaire inférieur.

La baisse de la croissance économique reflète également un manque criant d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes, qui représentent 30 % de la population et dont le taux de chômage dépasse le double de la moyenne nationale. Muhammad Yunus a ainsi révisé la prévision de croissance de 7 % à 5,5 %. Le système bancaire, héritier d'un long passif de clientélisme, de corruption et de fuite des capitaux, est désormais miné par des prêts non performants massifs, souvent masqués par des artifices comptables. Sans réformes urgentes renforçant la transparence, la gouvernance et l'indépendance des institutions financières, le Bangladesh s'expose à un risque de crise systémique, compromettant sa stabilité économique et ses ambitions de passer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur²⁰.

La transition ouverte par la chute de Sheikh Hasina a révélé la grave fragilité des institutions. La criminalité augmente, les violences collectives se multiplient, les lynchages se banalisent. Pour la seule année 2025, plus d'une centaine de meurtres en attroupements ont déjà été recensés. Le gouvernement intérimaire justifie l'inefficacité des forces de l'ordre par les traumatismes de 2024, affirmant que la police serait démoralisée. Dans les faits, la répression a ciblé principalement les militants de la Ligue Awami, avec près de 20 000 arrestations en février 2025 lors de l'opération « Devil Hunt » ; le chiffre des 48 000 détenus a été dépassé en mai et plus de 300 000 personnes sont encore poursuivies pour meurtre ou infractions connexes. Trente exécutions extrajudiciaires ont été documentées²¹ en onze mois.

19. S. Liller et O. Parry, « Taming Inflation in Bangladesh », *The Daily Star*, 22 mars 2025, disponible sur : www.thedailystar.net.

20. S. Ahmed, « A Roadmap to Restore Banking Sector Stability », *The Daily Star*, 1^{er} juillet 2025, disponible sur : www.thedailystar.net.

21. S. Md Mostofa, « Breaking the Promise? State-Violence and Dehumanization in Post-Revolution in Bangladesh », *The Diplomat*, 6 mars 2025, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

L'absence d'appareil judiciaire indépendant, la loyauté incertaine des forces de sécurité ou encore l'intimidation des médias génèrent un climat d'impunité et de peur qui affecte journalistes, défenseurs des droits de l'homme et figures proches de l'ancien régime. La réforme constitutionnelle, au cœur des débats, divise profondément les forces politiques. La proposition de passage à la représentation proportionnelle pour les prochaines législatives est soutenue par la Jamaat-e-Islami mais rejetée par le BNP, tandis que des compromis émergent sur la création d'un parlement bicaméral et d'un poste de vice-président qui serait attribué à l'opposition, mesures destinées à renforcer l'inclusivité.

Ambiguïtés gouvernementales et polarisation régionale

Depuis 2024, la politique du gouvernement intérimaire de Muhammad Yunus révèle une ambivalence inquiétante face à l'extrémisme religieux. En dépit de ses déclarations publiques, le gouvernement a négocié avec certains groupes radicaux et libéré des figures islamistes violentes – dont Jasimuddin Rahmani, qui appartenait à la branche locale bangladaise d'Al-Qaeda, Ansar al-Islam, et Farabi Shafiur Rahman, l'assassin du blogueur Avijit Roy²². Plus de 15 000 détenus, parmi lesquels plusieurs cadres islamistes, ont bénéficié de procédures accélérées, alors que près d'une centaine de condamnés pour terrorisme ont pu s'évader²³. Ces décisions ravivent le spectre des années 2001-2006, marquées par des attentats meurtriers orchestrés par la coalition BNP-Jamaat contre des magistrats, responsables politiques et intellectuels. De plus, la Commission de réforme constitutionnelle a rouvert le débat sur l'identité de l'État, proposant de remplacer le terme « sécularisme » par « pluralisme ». Historiquement inscrit pour assurer la neutralité confessionnelle, le concept de « sécularisme » est désormais associé à l'athéisme et contesté par une large partie de la société. La Ligue Awami, historiquement garante du sécularisme, a elle-même affaibli ce principe sous l'ère Hasina par des concessions aux groupes conservateurs (révision des manuels scolaires, reconnaissance des diplômes de *madrasas*...), contribuant à la diffusion d'un imaginaire islamiste.

Cette fragilité interne s'inscrit dans un contexte régional complexe. L'Inde, historiquement alliée de la Ligue Awami, est perçue par une partie de la population bangladaise comme une puissance dominante, du fait de concessions économiques et énergétiques controversées et du partage des ressources hydriques. Les tensions se sont accentuées depuis

22. « Avijit Murder Convict Farabi Released on Bail », *The Business Standard*, 22 août 2025, disponible sur : www.tbsnews.net.

23. « 98 Militants Escaped from Prisons, 15,000 Granted Bail Amid Unrest », *Bdnews24*, 17 septembre 2024, disponible sur : <https://bdnews24.com>.

la chute de Hasina, avec des attaques de représentations diplomatiques bangladeshies par des mouvements nationalistes hindous liés au Bharatiya Janata Party et un exode continu de la minorité hindoue bangladaise, tandis que l'Inde expulse des musulmans bengalis taxés d'immigration illégale. Cette confrontation transfrontalière exacerbe la radicalisation et la défiance inter-communautaire.

Face à ces pressions, le Bangladesh cherche un rééquilibrage stratégique. Le gouvernement intérimaire a initié des rapprochements avec la Chine et le Pakistan, participant à des rencontres trilatérales et signant des accords de coopération économique et culturelle. La Chine voit dans le Bangladesh un point d'accès au golfe du Bengale, le Pakistan un levier contre l'Inde. Si la relance des échanges commerciaux avec le Pakistan, la reprise des cargos à Chittagong et l'ouverture du port de Mongla témoignent d'une certaine normalisation économique, la question mémorielle de 1971 bloque toute réconciliation durable, la reconnaissance du « génocide » restant un enjeu central du récit national bangladeshi. Dans ce contexte, la Jamaat-e-Islami tente de capitaliser sur la fragilité du gouvernement intérimaire, dialoguant avec l'administration Yunus et bénéficiant d'une attention accrue de la Chine, qui consolide son influence sur la scène politique. Toutes manœuvres illustrant l'échec du gouvernement intérimaire à contenir les forces islamistes en naviguant entre pressions régionales et instabilité intérieure.

Un début de rapprochement avec la Chine et le Pakistan

Sur le plan économique, le Bangladesh doit évoluer entre dépendances régionales et pressions internationales. La baisse du dollar et les droits de douane américains offrent des opportunités d'exportation, tandis que les négociations avec les États-Unis, le Japon et la Chine renforcent les partenariats commerciaux et technologiques. Le Japon apporte un soutien massif en matière d'infrastructures, de formation et de recrutement de main-d'œuvre. Quant à la Chine, elle reste la première source d'importations et la deuxième source d'investissements, notamment dans les secteurs stratégiques et industriels. Mais le pays demeure bridé par un système bancaire fragile, l'inflation et un chômage élevé, d'abord chez les jeunes, qui menacent sa stabilité économique et sociale.

Au sud du pays, depuis 2017, le Bangladesh accueille près d'un million de réfugiés rohingyas dans le camp de Cox's Bazar, le plus grand au monde. Ils vivent là dans une grande précarité et dépendent presque entièrement de l'aide internationale, elle-même réduite par les pressions géopolitiques et nationalistes. Au sein de ces camps, la santé reste gravement compromise

par des infrastructures insuffisantes et la violence persiste, alimentée par des groupes armés rohingyas qui mêlent conflits territoriaux et trafics illégaux. Le gouvernement intérimaire de Muhammad Yunus tente d'user de médiations et de programmes de désarmement mais se heurte à une instabilité persistante et à des accusations d'intervention clandestine au Myanmar. Il ne peut que souligner l'urgence d'une mobilisation internationale pour éviter que la crise humanitaire ne se transforme en menace sécuritaire régionale.

* * *

Sur les plans politique et sécuritaire, l'administration intérimaire affiche d'inquiétantes ambiguïtés. Les libérations de cadres islamistes violents et les négociations avec des groupes radicaux ravivent le spectre des années 2001-2006, marquées par des attentats meurtriers. La réforme constitutionnelle et le débat sur la laïcité restent fragiles, alors que la polarisation régionale avec l'Inde et le risque d'un rapprochement stratégique avec la Chine et le Pakistan compliquent le jeu diplomatique. La minorité hindoue continue de subir discriminations et exodes, et la montée de l'islam politique globalisé aggrave les tensions internes et transfrontalières, illustrant la complexité du mandat du gouvernement intérimaire entre humanitaire, économique et géopolitique.

La mainmise des organisations islamistes sur l'espace public ne traduit pas seulement l'échec du gouvernement intérimaire de Muhammad Yunus à mettre en œuvre des réformes structurelles, ni son erreur d'avoir cédé à une politique de vendetta à l'image des gouvernements précédents. Elle rappelle des décennies de concessions envers les forces islamistes, l'absence de colonne vertébrale idéologique, l'oubli des valeurs sécularistes et de l'esprit de 1971, ainsi qu'une incapacité persistante à rétablir l'ordre et la justice, conditions nécessaires à la confiance des citoyens. À défaut d'une action résolue, le Bangladesh risque de sombrer dans un cycle prolongé d'instabilité et de polarisation, où la démocratie naissante serait fragilisée par les logiques d'influence religieuse et géopolitique. Si les acteurs régionaux et internationaux adoptent une posture trop complaisante à l'égard de cette situation et de la proximité du pouvoir avec les islamistes, le pays pourrait renouer avec le scénario de 2001-2006, marqué par une vague d'attentats djihadistes et une profonde insécurité intérieure.



Mots clés

Bangladesh
Révolte étudiante de 2024
Islamisme
Économie

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only

TARIFS 2025

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	85,00 €	105,00 €
	e-only	70,00 €	85,00 €
Institutions	papier + numérique	185,00 €	205,00 €
	e-only	140,00 €	160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	23,00 €		
Numéro antérieur à 2014	20,00 €		
TOTAL DE VOTRE COMMANDE			 €
FRAIS DE PORT (achat au n° seulement)			 €
TOTAL DE MA COMMANDE (commande + frais de port)			 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- ☐ Par chèque à la commande
- ☐ À réception de facture (institutions uniquement)
- ☐ Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN